

# Villages en exil





## Le Sénégal face à la pauvreté et à la crise alimentaire

Le Sénégal a été particulièrement touché par la flambée des prix des aliments en 2008. Rien d'étonnant : il est aujourd'hui le pays d'Afrique subsaharienne le plus dépendant pour ses importations de riz, de blé et de lait.

Après l'indépendance du pays en 1960, l'Etat n'a pas remis en cause le choix d'importation de riz brisé asiatique pour nourrir les populations urbaines au profit de la culture d'arachide pour l'exportation d'huile brute raffinée. La culture de l'arachide fut introduite au dé-

but de la colonisation française. Elle est pratiquée par les familles paysannes qui l'associent avec les cultures céréalières et l'élevage domestique.

Malgré les tentatives de développement de la riziculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal, la dépendance alimentaire du pays s'est aggravée suite aux sécheresses des années 1970 et à la libéralisation de l'économie. Entamée à la fin des années 1970

**L'agriculture demeure la source principale d'emplois et de revenus.**

par la signature d'accords d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, la libéralisation, censée apporter

la croissance, n'a pas empêché une baisse constante de la production agricole de l'ordre de 1 % par an depuis 1980.

L'agriculture demeure la source principale d'emplois et de revenus pour 60 % des Sénégalais et sa contribution au Produit Intérieur Brut du secteur primaire est encore estimée à 55 %.

Les crises agricole et alimentaire ne sont pas nouvelles, sauf que jusqu'ici, elles frappaient particulièrement les villages où plus de sept ménages sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté. En 2008 la flambée des prix sur le marché mondial n'a fait que les aggraver.



## L'évolution des modes de production et de consommation de deux villages de la région de Louga

À partir d'enquêtes réalisées auprès de villageois, l'étude souligne le ma-laise qui règne dans les zones rurales du fait du cercle vicieux de l'appau-vrissement dans lequel se trouvent les familles.

L'étude\* analyse, sur les trente der-nières années, l'évolution des mo-des de production et de consom-mation des ménages résidant dans des villages de la région de Louga, l'une des plus arides du Sénégal. La Fédération des Associations Paysannes de Louga (FAPAL), par-tenaire de SOS Faim, a collaboré

à sa réalisation. La FAPAL, qui re-groupe environ 2000 familles orga-nisées en associations villageoises, œuvre en faveur du renforcement de la production agricole des ex-ploitations paysannes.

Les villages Ndam Keur Guiri et Keur Sambou, ont été choisis sur la base de critères simples. Ils sont situés dans la zone de concentra-tion des adhérents de la FAPAL. Cette zone correspond au vieux bassin arachidier. La culture de l'arachide s'y est développée dans les années 1880. Le deuxième cri-tère est ethnique: Ndam Keur Guiri est un village wolof, Keur Sambou est un village peul.

L'IPAR a procédé à un entretien avec le groupe des 31 chefs de mén-ages des villages afin de dresser une liste des ménages avec certai-nes caractéristiques et de tirer au sort un échantillon de 15 ménages à enquêter par village. Des rencon-tres avec le groupe des femmes et le groupe des jeunes ont également été organisées. Les entretiens ont été menés par l'équipe de recher-che de l'IPAR alors que les enquê-tes ménages ont été réalisées par les animateurs de la FAPAL.

\* L'étude « villages en exil » a été réalisée par l'IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale, Sénégal).



## Ndame Keur Guiri, un village aujourd'hui largement dépendant de ses migrants

**Ndame Keur Guiri a été créé dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.**

Au départ, les populations vivaient principalement de la culture traditionnelle du mil. L'arachide s'est ajoutée comme culture d'exportation et l'économie du village s'est alors monétarisée. Ndame n'a pas été épargné par les chocs climatiques des années 1970, ni par le début des ajustements structurels.

### **Quatre ménages sur cinq vivent de l'immigration**

Face à des conditions de vie de plus en plus difficiles, les populations se sont tournées dès 1970 vers l'immigration qui fait vivre

aujourd'hui 4 ménages sur 5. 60 % des ménages enquêtés comptent au moins un émigré (souvent de sexe masculin) en Italie, France ou Espagne. L'ampleur du phénomène a eu des impacts « positifs » dans le village (habitations modernes avec terrasses, adduction d'eau potable et panneaux solaires pour certains ménages) grâce à l'argent des transferts. Ces derniers assurent 89 % des dépenses mensuelles des ménages.

A contrario, les ménages qui ne s'en sortent pas du tout sont ceux qui n'ont personne en migration et qui dépendent entièrement de l'agriculture et de l'aide des familles aisées.

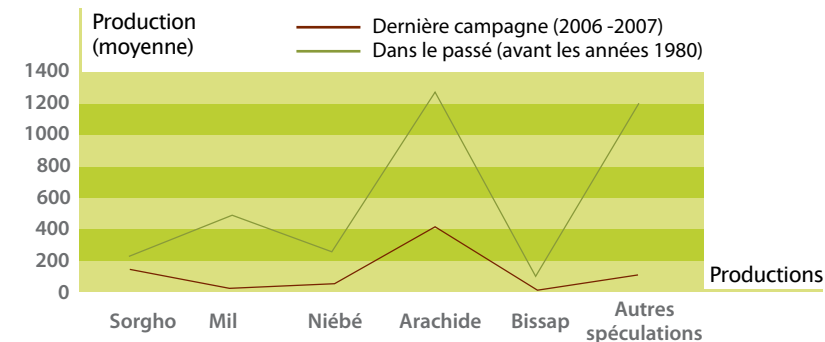
### **Ndame se féminise**

Tandis que les hommes de Ndame partent tenter leur chance à l'étranger, leurs femmes prennent la tête des ménages, constituant aujourd'hui la frange la plus importante des actifs. L'activité principale reste l'agriculture. L'arachide occupe encore 57 % des superficies cultivées tandis que les céréales locales (niébé (32%), sorgho (6 %) et mil (4%)) seulement 42 %. Cette répartition confirme les affirmations des populations concernant l'abandon quasi-total des céréales, en particulier le mil, par manque de moyens.



## Une dégradation continue des facteurs de production

De l'avis des paysans, avant les années 1980, les terres étaient plus fertiles, les rendements meilleurs et il existait des structures d'appui et d'encadrement depuis l'acquisition des semences, des engrais et des autres intrants, jusqu'à la période de récolte puis de commercialisation. Aujourd'hui, l'accès aux semences constitue un handicap majeur pour l'agriculture dans la zone.



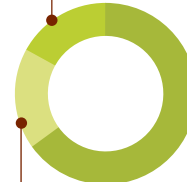
Un paysan témoigne « plusieurs terres du village ne sont pas mises en culture, faute de semences et de moyens ».

La faiblesse du niveau d'équipement, le manque de moyens pour une bonne fertilisation des terres, la migration et le désengagement de l'Etat sont également des contraintes qui affectent profondément l'agriculture dans la zone. Les productions baissent alors même que la totalité de la surface cultivable n'est pas utilisée.

**À la recherche d'alternatives :** Actuellement, les activités non agricoles (commerce, artisanat) et surtout les revenus de transfert des migrants sont les seules issues à la crise de l'agriculture.

Les revenus extra-agricoles du ménage, en 2007

17 %



Les revenus de transfert du ménage, en 2007

65 %

Les revenus agricoles du ménage, en 2007

18 %



## Les impacts alimentaires

Ces baisses de productions ont des conséquences inquiétantes sur la sécurité alimentaire. Avant les années 1980, la production agricole couvrait les besoins alimentaires des ménages pendant au moins six mois, voire un an pour presque un tiers d'entre eux.

En 2007, la faible production agricole s'est traduite par un déficit vivrier inquiétant avec un taux de couverture alimentaire qui ne dépasse pas un mois pour 68 % des ménages enquêtés.

Cette situation de déficit, constatée depuis quelques décennies, a

poussé les populations à adopter des stratégies d'adaptation qui ont déteint sur les modes de consommation des ménages. Ils sont passés d'une alimentation à base de mil autoproduit à une autre constituée essentiellement de riz, importé à 60 %.

Dans un contexte économique national marqué par une hausse des prix des denrées de première nécessité, la vie des populations est de plus en plus difficile. Le Sénégal importe une grande partie de ses produits de grande consommation : riz, huile, blé, lait. Les prix de ces produits ont fortement augmenté en 2008, 50% pour le riz, 75 % pour l'huile. Avec la hausse des prix des denrées, nombre de

ménages n'arrive plus à assurer les trois repas quotidiens.

Les femmes en sont particulièrement affectées « nous les femmes, nous gérons dans le silence et la douleur ces situations qui laissent souvent les maris indifférents ».



## Keur Sambou, un village qui s'accroche encore à l'agriculture et à l'élevage

Keur Sambou est un village peul situé dans la même zone agro écologique (le vieux bassin arachidier) que le village de Ndam Keur Guiri.

La population vit principalement de l'élevage et de l'agriculture, en particulier grâce au travail des femmes qui constituent 57 % de la population active.

### Un élevage en régression mais qui reste une source importante de revenus

Comme dans tous les villages peuls, l'élevage contribue de ma-

nière considérable à la vie des populations. Avant les années 1980, la place de l'élevage dans les systèmes de production permettait une autoconsommation des produits laitiers et constituait une certaine garantie pour les familles. Les éleveurs vendaient leur bétail pour couvrir un déficit alimentaire ou faire un investissement. L'élevage permettait également de fertiliser les sols et donc de sécuriser la production céréalière. Aujourd'hui, les éleveurs sont confrontés à d'énormes difficultés : sécheresses dues au réchauffement climatique, disparition des pâturages, maladies ou encore inaccessibilité des ali-

ments pour bétail. Les cheptels diminuent et les Jaarga, propriétaires-gestionnaires de troupeaux qui pouvaient avoir plus de 100 têtes de bœufs, ne sont plus que trois au village. Ce phénomène est inquiétant car il compromet l'équilibre agriculture-élevage. L'élevage reste en effet une source importante de revenus (25 %) comparativement à l'agriculture qui ne représente que 4 %.



## Des terres appauvries

Dans les années 1980, les revenus agricoles à Keur Sambou provenaient principalement des revenus tirés de l'arachide.

Mais comme à Ndam Keur Guiri, la baisse des cours mondiaux de l'arachide, l'érosion des sols et le désengagement de l'Etat ont fait chuter la production. Les terres se sont appauvries suite à leur surexploitation comme le confirme d'ailleurs les propos d'une paysanne « dans le passé, on cultivait peu et on récoltait beaucoup, les champs ne sont plus les mêmes ». Selon les paysans, la culture de l'arachide occupait alors plus de la moitié des surfaces cultivées

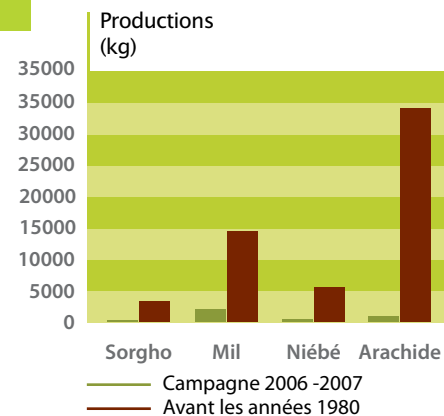
contre 27 % aujourd'hui. Les chefs de ménage tentent de mener des actions de restauration des terres en utilisant de la fumure, de l'engrais ou un mélange des deux.

Mais la qualité laisse à désirer « quand tu achètes 140 kg d'arachide de coques, tu te retrouves avec 80 kg de semences et tu récoltes peu ».

Mais ils rencontrent des difficultés dans l'approvisionnement en intrants et dans la disponibilité de la fumure organique. La dégradation des sols et l'absence de moyens pour des apports en intrants ont conduit à la réduction des surfaces cultivables.

### Des semences de moins en moins disponibles

Les cultivateurs doivent acheter des semences car ils n'arrivent plus à constituer leurs propres stocks. L'ensemble des productions est consommé même celle de l'arachide qui était la principale culture de rente.







## Keur Sambou est dans une insécurité alimentaire permanente

Les déficits vivriers sont de plus en plus importants. En 2006-2007, près de 70 % des ménages couvraient leurs besoins pendant un mois et 7 % des ménages estimaient pouvoir couvrir au maximum 5 mois.

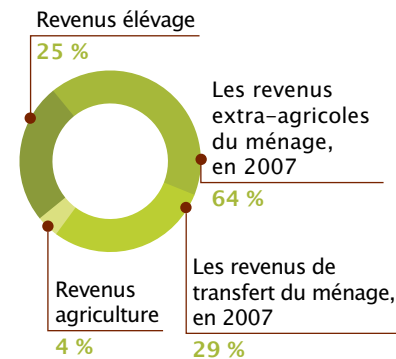
Avant les années 1980 selon un paysan « les greniers étaient remplis jusqu'à la prochaine récolte ».

Le mil et le lait constituaient alors la base de l'alimentation des populations villageoises et assuraient

une bonne couverture alimentaire (dîner, petit déjeuner, déjeuner). Aujourd'hui, les principales composantes des repas sont le riz et l'huile pour le déjeuner et le dîner, du café et du pain pour le petit déjeuner. Les modes de consommation des peuls qui étaient particulièrement basés sur des produits laitiers se sont fortement rapprochés des Wolof, de plus en plus extravertis.

Pour faire face au déficit vivrier et à la hausse des prix des denrées de première nécessité, les populations s'activent dans le commerce et le transport. La population de Keur Sambou semble encore

fortement attachée à son terroir et pour l'instant les migrations saisonnières et transfrontalières sont dominantes. Néanmoins, l'émigration internationale commence à toucher le village.





## Conclusions et perspectives

Alors que l'Union européenne s'érige en forteresse, les Sénégalais rencontrés dans les villages étudiés semblent de plus en plus déterminés à rejoindre l'eldorado européen.

Les revenus de la migration sont devenus indispensables et majoritaires dans les villages. La région compte déjà 24 000 migrants. En 2007, l'argent issu des transferts représentait 687 millions d'euros de revenus pour le Sénégal.

Laissées pour compte, les populations ne trouvent pas d'autre alternative pour sortir du cercle vicieux

de l'appauvrissement provoqué par la décapitalisation des exploitations agricoles. Les causes ont été évoquées : sécheresses répétées et baisse continue de la pluviométrie dues aux changements climatiques, érosion des terres, ajustements structurels et désengagement de l'Etat, dégradation des moyens de production...

L'insécurité alimentaire et le phénomène migratoire minent la cohésion sociale dans les villages. Dans la solitude et le silence, les femmes endossent de plus en plus de responsabilités (charges familiales, activités agricoles). Les paysans perdent espoir et se sen-

tent dévalorisés. Dans le discours des jeunes, l'agriculture n'a plus d'avenir. Les espoirs sont ailleurs, par delà les océans. Progressivement, l'identité paysanne quitte l'imaginaire des populations.

**Dans le discours des jeunes, l'agriculture n'a plus d'avenir.**

Les organisations paysannes et leurs équipes d'animateurs se battent pour renverser la tendance et faire du milieu rural, à travers ses activités agricoles et non-agricoles, l'alternative à l'émigration. Leur rôle est central dans le renforcement de la cohésion sociale, économique et politique des zones rurales. Puissent-elles être entendues.

## L'étude « villages en exil » a été réalisée par :



**IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale)**

Dakar ♦ Sénégal



**FAPAL (Fédération des Associations Paysannes de Louga)**

Boîte postale 470 ♦ Louga ♦ Sénégal



**SOS Faim Agir avec le Sud!**

Rue aux Laines 4 ♦ 1000 Bruxelles

T +32 (0) 2 548 06 70 ♦ F +32 (0) 2 514 47 77

info.be@sosfaim.org ♦ www.sosfaim.be

## Crédits photos :

Photos pages 2, 12 et 16 : Gaël Turine

Page 8 : Philippe Lissac / Panos Picture

Autres : SOS Faim



Avec le soutien de la DGCD